

Art. 6. Le Roi peut modifier les dispositions législatives existantes pour les mettre en concordance avec la nouvelle loi communale.

Il peut modifier la nouvelle loi communale pour la mettre en concordance avec les dispositions législatives qui la modifieraient implicitement.

Art. 7. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juin 1989, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1989.

BAUDOUIN

Par le roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Modernisation des Services publics,
et des Institutions scientifiques,
et culturelles nationales

L. TOBBACK

Vu et scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 6. De Koning kan de bestaande wetbepalingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe gemeentewet.

Hij kan de nieuwe gemeentewet wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de wetbepalingen waardoor zij impliciet zou worden gewijzigd.

Art. 7. Deze wet treedt in werking op 1 juni 1989, met uitzondering van artikel 6 dat in werking treedt de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven, te Brussel, 26 mei 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten,
en van de Nationale Wetenschappelijke
en Culturele Instellingen

L. TOBBACK

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld,

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 89 — 980

27 MAI 1989

Loi modifiant la nouvelle loi communale (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 96 de la nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 96. Au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune et synthétise la situation de l'administration et des affaires de la commune ainsi que tous éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

(1) Session 1988-1989.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 669/1. — Amendements, n° 669/2. — Rapport, n° 669/3. — Amendement, n° 669/4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 23 février 1989.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 598/1. — Rapport, n° 598/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 11 mai 1989. — Adoption, séance du 25 mai 1989.

N. 89 — 980

27 MEI 1989

Wet houdende wijziging van de nieuwe gemeenteweg (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 96 van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 96. Uiterlijk zeven vrije dagen vóór de vergadering gedurende welke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, doet het college aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp van begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente aan en een overzicht van de toestand van het bestuur er van de gemeentezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens, er geeft het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende de dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

(1) Zitting 1988-1989.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 669/1. — Amendementen, nr. 669/2. — Verslag, nr. 669/3. — Amendement, nr. 669/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 februari 1989.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 598/1. — Verslag nr. 598/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 11 mei 1989. — Aanneming. Vergadering van 25 mei 1989.

Le jour et l'heure de la séance du conseil sont annoncés au moins cinq jours francs avant la séance, par voie d'affichage.

La séance du conseil communal est publique.

Avant que le conseil délibère, le collègue des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport ».

Art. 2. § 1er. Les articles 117 et 118 de la même loi en deviennent respectivement l'article 117, alinéa premier, et l'article 117, alinéa deux.

§ 2. A l'article 117, alinéa deux, les mots : « le décret ou l'ordonnance » sont ajoutés après les mots « par la loi ».

§ 3. Les articles 119 à 135 de la même loi en deviennent respectivement les articles 118 à 134.

Le chapitre IV du titre II de la même loi en devient le chapitre V.

§ 4. Un nouveau chapitre IV, intitulé « Des attributions des communes en général » et comprenant un article 135 nouveau, est inséré dans le titre II de la même loi :

« CHAPITRE IV

Des attributions des communes en général

Art. 135. § 1er. Les attributions des communes sont notamment : de régir les biens et revenus de la commune; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; de diriger et faire exécuter les travaux publics qui sont à charge de la commune; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage de ses habitants.

§ 2. De même, les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Plus particulièrement, et dans la mesure où la matière n'est pas exclue de la compétence des communes, les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des communes sont :

1° tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques; ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des bâtiments menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des bâtiments qui puisse nuire pas sa chute, et celle de rien jeter qui puisse blesser ou endommager les passants, ou causer des exhalaisons nuisibles; la police de la circulation routière, en tant qu'elle s'applique à des situations permanentes ou périodiques, ne tombe pas sous l'application du présent article;

2° le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues; le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les bruits et attroupements nocturnes qui troublent le repos des habitants;

3° le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics;

4° l'inspection sur la fidélité du débit des denrées pour la vente desquelles il est fait usage d'unités ou d'instruments de mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique;

5° le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties;

6° le soin de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ».

Art. 3. L'article 238 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 238. L'exercice financier des communes correspond à l'année civile.

Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les droits acquis à la commune et les engagements pris à l'égard de ses créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés ».

Dag en uur van de vergadering van de raad worden ten minste vijf vrije dagen vóór de vergadering door aanplakking aangekondigd.

De vergadering van de gemeenteraad is openbaar.

Vooraleer de raad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen een toelichting bij de inhoud van het verslag ».

Art. 2. § 1. De artikelen 117 en 118 van dezelfde wet worden respectievelijk artikel 117, eerste lid, en artikel 117, tweede lid.

§ 2. In artikel 117, tweede lid, worden de woorden « het decreet of de ordonnantie » ingevoegd tussen de woorden « bij de wet » en « uitdrukkelijk bepaald ».

§ 3. De artikelen 119 tot en met 135 van dezelfde wet worden respectievelijk de artikelen 118 tot en met 134.

Hoofdstuk IV van titel II van dezelfde wet wordt hoofdstuk V.

§ 4. Een nieuw hoofdstuk IV, onder het opschrift « Bevoegdheden van de gemeenten in 't algemeen », hetwelk een nieuw artikel 135 bevat, wordt ingevoegd in titel II van dezelfde wet :

« HOOFDSTUK IV

Bevoegdheden van de gemeenten in 't algemeen

Art. 135. § 1. Tot de bevoegdheden van de gemeenten behoren inzonderheid : het beheer van de goederen en inkomsten van de gemeente; de vaststelling en de verrichting van de plaatselijke uitgaven die met de gelden van de gemeente dienen te worden betaald; het ontwerpen en het doen uitvoeren van de openbare werken die ten laste van de gemeente vallen; het beheer van de inrichtingen die aan de gemeente toebehoren, die op haar kosten worden onderhouden of die in het bijzonder bestemd zijn voor het gebruik van haar inwoners.

§ 2. De gemeenten hebben ook tot taak het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen.

Meer bepaald, en voor zover de aangelegenheid niet buiten de bevoegdheid van de gemeenten is gehouden, worden de volgende zaken van politie aan de waakzaamheid en het gezag van de gemeenten toevertrouwd :

1° alles wat verband houdt met een veilig en vlot verkeer op openbare wegen, straten, kaden en pleinen, hetgeen omvat de reiniging, de verlichting, de opruiming van hindernissen, het slopen of herstellen van bouwvallige gebouwen, het verbod om aan ramen of andere delen van gebouwen enig voorwerp te plaatsen dat door zijn val schade kan berokkenen, of om wat dan ook te werpen dat voorbijgangers verwondingen of schade kan toebrengen of dat schadelijke uitwasemingen kan veroorzaken; voor zover de politie over het wegverkeer betrekking heeft op blijvende of periodieke toestanden, valt zij niet onder de toepassing van dit artikel;

2° het tegengaan van inbreuken op de openbare rust, zoals vechtpartijen en twisten met volksoploop op straat, tumult verwekt in plaatsen van openbare vergadering, nachtgerucht en nachtelijke samschelingen die de rust van de inwoners verstoren;

3° het handhaven van de orde op plaatsen waar veel mensen samenkomen, zoals op jaarmarkten en markten, bij openbare vermakelijkheden en plechtigheden, vertoningen en spelen, in drankgelegenheden, kerken en andere openbare plaatsen;

4° het toezicht op een juiste toemeting bij het slijten van waren (waarvoor meeteenheden of meetwerktuigen gebruikt worden) en op de hygiëne van openbaar te koop gestelde eetwaren;

5° het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

6° het verhelpen van hinderlijke voorvallen waartoe rondzwervende kwaadaardige of woeste dieren aanleiding kunnen geven ».

Art. 3. Artikel 238 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 238. Het financiële dienstjaar van de gemeente komt overeen met het burgerlijk jaar.

Behoren tot een dienstjaar alleen de rechten verkregen door de gemeente en de verplichtingen aangegaan ten opzichte van de schuldeisers tijdens dit dienstjaar, ongeacht het dienstjaar waarin zij worden vereffend ».

Art. 4. L'article 239 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 239. Le Roi arrête les règles budgétaires, financières et comptables des communes, ainsi que celles relatives aux modalités d'exercice des fonctions de leurs comptables ».

Art. 5. § 1er. L'article 240, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

§ 2. A l'article 240 de la même loi, dont l'alinéa 1er actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les comptes sont transmis à l'autorité de tutelle visée à l'article 244, § 3, dans le mois de leur adoption par le conseil communal ».

§ 3. L'article 240, § 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Chaque année, au cours du premier trimestre, le conseil communal se réunit pour procéder au règlement des comptes annuels de l'exercice précédent.

Ces comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultat et le bilan.

Le rapport visé à l'article 96 est joint aux comptes ».

Art. 6. L'article 241 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 241. § 1er. Le conseil communal se réunit chaque année le premier lundi du mois d'octobre pour délibérer sur le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant.

§ 2. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que pour les communes de Comines-Warneton et de Fourons, le budget est transmis à l'autorité de tutelle visée à l'article 244, § 3, dans le mois de son adoption par le conseil communal ».

Art. 7. L'article 242 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 242. Les budgets et les comptes sont déposés à la maison communale où quiconque peut toujours en prendre connaissance sans déplacement.

Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collège des bourgmestre et échevins dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le conseil communal. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours ».

Art. 8. L'article 246 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 246. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que les communes de Comines-Warneton et de Fourons; lorsque, par suite de circonstances imprévues, l'administration communale aura reconnu la nécessité de faire une dépense qui n'est pas allouée à son budget, elle en fera l'objet d'une demande spéciale à la députation permanente du conseil provincial ».

Art. 9. L'article 247 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 247. Aucun paiement sur la caisse communale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budget, le cas échéant arrêtée conformément à l'article 244, ou d'un crédit spécial, le cas échéant approuvé conformément à l'article 246 ».

Art. 10. § 1er. Dans l'article 248 de la même loi, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par la disposition suivante, qui formera le § 1er :

« § 1er. Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, et aucun transfert ne peut avoir lieu ».

§ 2. Dans le même article, les alinéas 3 et 4 forment un § 2; ce § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Il peut être disposé des allocations ainsi transférées sans nouvelle intervention du conseil communal ».

Art. 4. Artikel 239 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 239. De Koning bepaalt de begrotings-, de financiële en de boekhoudkundige voorschriften van de gemeenten, evenals deze betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de taken van hun rekenplichtigen ».

Art. 5. § 1. Artikel 240, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 2. In artikel 240 van dezelfde wet, waarvan het huidige eerste lid § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, evenals de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de rekeningen binnen de maand nadat zij door de gemeenteraad werden aangenomen aan de in artikel 244, § 3, vermelde toezichthoudende overheid voorgelegd ».

§ 3. Artikel 240, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De gemeenteraad vergadert in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar vast te stellen.

Die rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans.

Het verslag bedoeld in artikel 96 wordt bij de rekeningen gevoegd ».

Art. 6. Artikel 241 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 241. § 1. De gemeenteraad vergadert ieder jaar op de eerste maandag van oktober om te beraadslagen en te besluiten over de begroting van uitgaven en ontvangsten der gemeente voor het volgende dienstjaar.

§ 2. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, evenals de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, wordt de begroting binnen de maand nadat zij door de gemeenteraad werd aangenomen aan de in artikel 244, § 3, vermelde toezichthoudende overheid voorgelegd ».

Art. 7. Artikel 242 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 242. De begrotingen en rekeningen worden neergelegd op het gemeentehuis, waar eenieder er altijd ter plaatse kennis van kan nemen.

Op die mogelijkheid van inzage wordt gewezen door middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college van burgemeester en schepenen wordt aangebracht binnen een maand nadat de begrotingen en rekeningen door de gemeenteraad zijn aangenomen. Dat bericht blijft ten minste tien dagen aangeplakt ».

Art. 8. Artikel 246 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 246. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, evenals voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, wanneer het gemeentebestuur ten gevolge van onvoorziene omstandigheden een uitgave noodzakelijk acht, waarvoor geen krediet op de begroting voorkomt, richt het te dien einde een bijzondere aanvraag aan de bestendige deputatie van de provincieraad ».

Art. 9. Artikel 247 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 247. Geen betaling uit de gemeentekas mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomende post, in voorkomend geval vastgesteld overeenkomstig artikel 244, of op grond van een bijzonder krediet, in voorkomend geval overeenkomstig artikel 246 goedgekeurd ».

Art. 10. § 1. In artikel 248 van dezelfde wet worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende bepaling, die § 1 zal vormen :

« § 1. Geen artikel van de uitgaven der begroting mag worden overschreden en geen overschrijving mag geschieden ».

§ 2. In hetzelfde artikel vormen het derde en het vierde lid een § 2; deze § 2 wordt aangevuld door het volgende lid :

« Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de gemeenteraad ».

§ 3. Dans ce même § 2 :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « pour solder la créance est transférée à l'exercice suivant » sont remplacés par les mots « pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décision du collège des bourgmestre et échevins, qui sera annexée au compte de l'exercice clos »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

§ 4. Dans le même article, l'alinéa 5 actuel est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les communes de la région de langue allemande, les communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que les communes de Comines-Warmonet et de Fourons, la députation permanente du conseil provincial peut en outre autoriser des dépassements d'articles de dépenses du budget et d'autres transferts que ceux visés au § 2.

Il peut être disposé des allocations transférées en vertu du § 2 sans l'autorisation de la députation permanente ».

Art. 11. Sont abrogés :

1° le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités;

2° le titre XI du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.

Art. 12. § 1er. La présente loi entre en vigueur le 1er juin 1989, à l'exception de :

- 1° l'article 3;
- 2° l'article 5, § 3;
- 3° l'article 10, § 3.

§ 2. Les articles visés au § 1er, 1° à 3°, entrent en vigueur le 1er janvier 1995, sans préjudice toutefois :

1° de leur application éventuelle dans le cadre des opérations budgétaires antérieures à leur entrée en vigueur mais afférentes à l'exercice qui commence à cette date;

2° de l'application des dispositions qu'ils modifient ou abrogent aux opérations comptables postérieures à leur entrée en vigueur mais afférentes à l'un des exercices antérieurs à cette date.

§ 3. Le Roi peut, pour les communes dont le conseil communal en aura fait la demande par une délibération communiquée au gouverneur de province au plus tard le 1er juillet de l'année qui précède la date proposée, arrêter une date anticipée d'entrée en vigueur, cette date devant être le 1er janvier d'une des années 1990 à 1994.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Modernisation des Services publics,
et des Institutions scientifiques
et culturelles nationales,

L. TOBBACK

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

§ 3. In diezelfde § 2 :

1° in het eerste lid worden de woorden « om de schuldvoordering af te betalen, naar het volgende dienstjaar overgeschreven » vervangen door de woorden « om de uitgave te vereffenen naar het volgende dienstjaar overgeschreven door middel van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen; deze laatste moet bij de rekening over het afgesloten dienstjaar worden gevoegd »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

§ 4. In hetzelfde artikel wordt het huidige vijfde lid vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voor de gemeenten van het Duitse taalgebied, de gemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, evenals voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren kan de bestendige deputatie van de provincieraad daarenboven het overschrijden van artikelen van de uitgaven der begroting en andere overschrijvingen dan die bedoeld in § 2, toelaten.

Over de krachtens § 2 overgeschreven kredieten mag worden beschikt zonder de toelating van de bestendige deputatie ».

Art. 11. Opgeheven worden :

1° het decreet van 14 december 1789 betreffende het instellen van de gemeentebesturen;

2° titel XI van het decreet van 16 en 24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie.

Art. 12. § 1. Deze wet treedt in werking op 1 juni 1989, met uitzondering van :

- 1° artikel 3;
- 2° artikel 5, § 3;
- 3° artikel 10, § 3.

§ 2. De artikelen vermeld in § 1, 1° tot en met 3°, treden in werking op 1 januari 1995, onverminderd :

1° de eventuele toepassing ervan in het kader van de budgettaire maatregelen genomen vóór de inwerkingtreding ervan maar behorend tot het dienstjaar dat op die datum begint;

2° de toepassing van de bepalingen die zij wijzigen of opheffen inzake boekhoudkundige verrichtingen volgend op de inwerkingtreding ervan maar behorend tot een van de voorgaande dienstjaren.

§ 3. Voor de gemeenten waarvan de gemeenteraad zulks heeft gevraagd bij een raadsbesluit dat aan de provinciegouverneur is medegedeeld uiterlijk 1 juli van het aan de voorgestelde datum voorafgaande jaar kan de Koning een vervroegde datum van inwerkingtreding vaststellen, met dien verstande dat die datum de 1e januari van een van de jaren 1990 tot 1994 moet zijn.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 mei 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten,
en van de Nationale Wetenschappelijke
en Culturele Instellingen,

L. TOBBACK

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET